

## Retrouver le sens du politique

Bonsoir à tous et à toutes.

Ce que je vous propose ce soir, c'est, dans un premier temps, de vous présenter rapidement les textes des évêques, puis de survoler, à l'aide de quelques citations, le texte d'octobre 2016. Cela constituera la première partie de mon intervention. La seconde, je voudrais qu'elle prenne la forme d'un débat entre vous et vous, vous et moi, vous et Benoît [Nouvel], autour de quatre sujets parmi tous ceux abordés par les évêques.

En 2016 le Conseil permanent de la conférence des évêques de France, en quelque sorte le « bureau » de la Conférence des évêques, a publié deux textes en relation directe avec l'année électorale.

Rappelons que celle-ci courra jusqu'à juin 2017, puisque aux deux scrutins de la présidentielle (23 avril et 7 mai) succéderont les élections législatives, les 11 et 18 juin prochains.

Le premier texte a été publié en juin 2016, donc en tout début de l'année électorale. Ce premier texte, relativement bref, s'intitulait tout simplement « 2017, année électorale. Quelques éléments de réflexion »<sup>1</sup>. Il s'articulait en 7 points :

1. Démocratie et société de violence
2. Pour un projet de société
3. Vers un pacte éducatif
4. Solidarité
5. Migrants
6. Europe
7. Écologie

On voit que ces 7 points mêlent des constats (Démocratie et société de violence), un plaidoyer pour un changement significatif dans la manière d'appréhender le politique (« un contrat social à repenser ») et dans la façon de traiter certains problèmes de société (violence, éducation, solidarité, migrants, Europe, écologie).

Ce document avait une composante assez fortement conjoncturelle, en ce sens qu'il faisait écho aux problèmes de société dont les médias s'étaient emparés à cette époque là : violence, arrivée massive de migrants aux portes de l'Europe, Brexit, COP 21 et, dans un registre un peu différent mais ô combien important pour les catholiques et plus largement pour ceux pour qui la parole du Pape prend sens, l'exhortation apostolique *Amoris Laetitia*. Il prônait, entre autres, une économie de partage (p. 82).

C'était là son intérêt, mais aussi sa limite. En effet, ce document fut assez bien accueilli à sa sortie, mais il ne rencontra pas pour autant un immense écho : nous étions à la veille de l'été et les français avaient la tête tournée vers d'autres préoccupations, de saison.

---

<sup>1</sup> Ce document a été reproduit, chapitre par chapitre, dans la feuille dominicale de la paroisse Sainte-Marie-du-Hameau.

Sont-ce les évènements tragiques de juillet, à Nice d'abord (14 juillet – 86 morts et + de 450 blessés) puis à Saint-Etienne du Rouvray (26 juillet – assassinat du Père Jacques Hamel) qui ont conduit le Conseil permanent de la conférence des évêques de France à reprendre la réflexion, à l'approfondir et à la développer ?

Toujours est-il que le Conseil a publié un deuxième document en octobre, adressé, je cite, « *aux habitants de notre pays* », une manière claire de signifier que les évêques ne souhaitent pas s'adresser uniquement aux catholiques de France mais **à tous ceux et celles qui vivent sur le territoire français**, de quelque origine qu'ils/elles soient, qu'ils aient ou non le droit de vote ; y compris donc les étrangers ; qu'ils soient ou non en situation régulière. Il ne s'agit donc plus d'un texte purement électoral, mais d'une réflexion plus large, qui regarde plus loin que les élections de 2017. Son titre traduisait cette volonté d'ouverture vers le futur : « Dans un monde qui change, retrouver le sens **du** politique ».

D'ailleurs, quand on compare attentivement les tables des matières des deux textes (qui sont réunis dans le petit livre « Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique » ed. Bayard-Cerf-Mame), on s'aperçoit du changement d'objet et de perspective. C'est qu'il y a eu entre temps les tragiques évènements de juillet que j'ai évoqués, et que la campagne électorale avait pris doucement son envol, que la tenue de primaires à droite comme à gauche ont été confirmées, etc.

Et du coup, ce second document n'aborde plus de manière aussi frontale les questions de solidarité, de migrants, d'Europe ou d'écologie (il ne les ignore pas pour autant), mais se préoccupe en premier chef du **contrat social à repenser**, et de la question du sens : quelle société voulons-nous construire ?

Résumer ce texte à la fois général et dense, n'a pas grand sens. Il faut tout au plus une heure pour le lire. Moi-même, je l'ai lu plusieurs fois in extenso, à chaque fois en soulignant des phrases qui m'interpelaient. Eh bien, je me suis aperçu qu'à chaque lecture je soulignais des passages différents. Et au bout de la 4<sup>ème</sup> lecture, j'avais quasiment tout souligné.

C'est dire (1) si le texte est dense et riche ; et (2) si il y a plusieurs lectures possibles du texte.

Ce que je voudrais partager avec vous maintenant, ce sont plutôt quelques réflexions qu'il m'a inspirées.

**1<sup>ère</sup> réflexion** : le document des évêques reprend les constats énoncés dans leur premier texte sous un angle légèrement différent, non plus segmentés (violence, éducation, solidarité, migrants, Europe, écologie), mais en mettant en exergue les caractères transverses. Cela donne « Retrouver le politique », « Une société en tension », « Ambivalences et paradoxes », « Un contrat social à repenser », « Différence culturelle et intégration ». À partir de là, à partir des liens mis en évidence, ils ont développé une réflexion visant à servir de base à un débat – ce pour quoi précisément nous sommes là ce soir.

Le format - volontairement court - du document, ne permettait pas aux évêques de développer leur réflexion de façon très approfondie. Ce n'était pas leur but. D'ailleurs cela aurait probablement rendu le texte beaucoup moins accessible. Non, leur but, c'était de susciter la réflexion de chacun plutôt que d'exposer le point de vue des évêques. C'est à nous de faire l'effort, et nous sommes là pour ça ce soir. Et du coup, il ne faut pas s'attendre

à trouver dans le document des solutions toutes faites, ni même beaucoup de propositions concrètes. Il y a un temps pour tout.

**2<sup>ème</sup> réflexion** : l'apport, la nouveauté principale de ce texte réside dans quelque chose qui est quasiment invisible et qui pourtant est fondamental : je veux parler de l'articulation entre les différents constats. Il ne s'agit pas de mettre les constats bout-à-bout, de les accumuler pour mieux impressionner ; il ne s'agit pas non plus de suivre un fil rouge, qui nous ferait faire l'économie de penser, mais de retourner une à une les pièces d'un puzzle, côté verso, afin que nous les contemplions, les rassemblions, les mettions à leur place, dans le bon sens, pour créer une image cohérente, qui donne sens à notre réflexion.

**3<sup>ème</sup> réflexion** : les thèmes du premier document (qui étaient en lien direct avec l'actualité du moment) se sont presque effacés (et c'est assez naturel) au profit d'une analyse plus approfondie, qui inscrit la réflexion dans un cadre élargi et la situe dans le temps long.

Les événements tragiques de l'été 2016 ont conduit les évêques à intégrer dans leur réflexion la composante religieuse, qui était peu présente dans le premier document.

Sans doute sous le coup de l'émotion suscitée par les attentats de juillet dernier, ils l'ont fait sous une forme pour le moins maladroite qui, je l'avoue, m'a mis un peu mal à l'aise. En effet, ils ont cité à quatre reprises l'islam et le monde « arabo-musulman » (pour reprendre les expressions mêmes du texte) (p. 34, 39, 42 et 62) sans mentionner d'autres religions. Mal interprété, cela pourrait entretenir un certain clivage dans notre société. Heureusement cette maladresse n'a pas « t » instrumentalisée par les médias.

Par ailleurs, dans ce projet de société à construire où, comme le disent très justement les évêques [il faut] « *à partir de positions différentes, entrer dans un vrai dialogue où on ne cherche pas à prendre le dessus mais à construire ensemble quelque chose d'autre* » (p. 58), on peut se demander jusqu'à quel point il était pertinent de se référer aux « valeurs catholiques » (pages 59 et ) plutôt qu'aux « valeurs chrétiennes » (si tant est que l'on sache définir les unes et les autres).

*Bon, mais c'est là mon esprit critique. Il fallait bien que je trouve quelque chose à redire à ces textes...*

Revenons à des **réflexions** plus essentielles. Les évêques ont choisi de s'adresser à l'ensemble des habitants de ce pays et non simplement d'interpeler les hommes politiques – et tout particulièrement les candidats aux élections à venir -. S'ils ont fait cela, c'est qu'ils ont acquis l'intime conviction que *retrouver le sens du politique* ne pourra pas se faire sans l'implication sinon de tous (ne rêvons pas), du moins d'un nombre significatif d'habitants de ce pays prêts à s'engager dans la réflexion, le dialogue, et l'action.

Je terminerai cette première partie par la lecture de quelques extraits qui m'ont paru soit particulièrement justes et éclairants, ou importants, ou encore sujets à discussion. Gardons-les en mémoire quand nous allons nous aborder notre discussion, dans quelques minutes.

Le texte du Conseil permanent de la conférence des évêques de France débute ainsi :

### Introduction

*1<sup>er</sup> §, p. 11. « Si nous parlons aujourd'hui, c'est parce que nous aimons notre pays, et que nous sommes préoccupés par sa situation. Il ne s'agit pas pour nous d'alimenter la morosité par de sombres constats ; mais, en regardant les choses en face, d'apporter résolument notre pierre, notre réflexion, au débat que notre pays se doit d'avoir. »*

*11<sup>e</sup> §, p. 16. « Au-delà des échéances politiques à venir où les débats de fond risquent toujours de devenir otages de calculs électoraux, c'est à une réflexion plus fondamentale sur le politique en lui-même qu'il nous semble urgent d'inviter. »*

Puis il lance, d'entrée de jeu, son appel à « Retrouver le sens du politique », objet du chapitre 1.

#### 1. Retrouver le sens du politique

*1<sup>er</sup> §, p. 19. « La crise de la politique est d'abord une crise de confiance envers ceux qui sont chargés de veiller au bien commun et à l'intérêt général. »*

#### 2. Une société en tension

Dans le chapitre 2, qui décrit l'état de tension de notre société, on peut lire :

*1<sup>er</sup> §, p. 24. « La contestation est devenue le mode de fonctionnement habituel, et la culture de l'affrontement semble prendre le pas sur celle du dialogue. »*

*3<sup>e</sup> §, p. 24-25. « [Les médias audiovisuels] ont un pouvoir d'influence dans leur manière de présenter les choses, et une responsabilité dans la qualité du débat public quand ils préfèrent slogans, petites phrases, et a priori réducteurs, à l'analyse sérieuse et au débat respectueux. » (...) « Chacun doit être responsable de ce que sa parole produit. »*

#### 3. Ambivalences et paradoxes

Plus loin, au chapitre 3, qui expose un certain nombre d'Ambivalences et de paradoxes, à propos de la juridicisation de notre société : « *Il y a un équilibre à trouver entre une sécurité maximale illusoire, et une protection des libertés qui est fondamentale.* » (1<sup>er</sup> §, p. 28).

*2<sup>e</sup> §, p. 29. « C'est toujours l'autre qui doit faire l'effort en premier. »*

#### 4. Un contrat social à repenser

Le quatrième chapitre est un chapitre-charnière dans lequel les évêques, sur la base du constat précédent, lance un appel à repenser le contrat social.

*3<sup>e</sup> §, p. 33. « La grande injustice – qui devrait être davantage la priorité absolue de notre vie en société – est le chômage. »*

*10<sup>e</sup> §, p. 36. « Les valeurs républicaines de *liberté, égalité, fraternité*, souvent brandies de manière incantatoire, semblent sonner creux pour beaucoup de nos contemporains sur le sol national. »*

#### 5. Différence culturelle et intégration

Le chapitre 5 traite de Différence culturelle et intégration. On y lit : « *Il est de plus en plus difficile de définir clairement ce que ce que c'est d'être citoyen français, un citoyen qui s'approprie et partage une histoire, des valeurs, un projet.* » (2<sup>e</sup> §, p. 38).

## 6. L'éducation face à des identités fragiles et revendiquées

Dans le chapitre suivant, qui aborde L'éducation face à des identités fragiles et revendiquées, j'ai particulièrement aimé la phrase suivante, qui mérite qu'on la médite : « *Plus que d'armure, c'est de charpente dont nos contemporains ont besoin pour vivre dans le monde d'aujourd'hui.* » (1<sup>er</sup> §, p. 42).

## 7. La question du sens

Le chapitre 7 est consacré à La question du sens. C'est un chapitre absolument essentiel. Les évêques nous rappellent que

- « Une vie en société ne peut être la somme d'existences et d'intérêts juxtaposés. » (1<sup>er</sup> §, p. 47. )
- « *Depuis une cinquantaine d'années, la question du sens a peu à peu déserté le débat politique. La politique s'est faite gestionnaire, davantage pourvoyeuse et protectrice de droits individuels et personnels (...) que de projets collectifs, (...) sans se préoccuper du pour quoi.* » (...). (2<sup>e</sup> §, p. 48).

Et plus loin ils ajoutent : « *En d'autres termes, on ne fera pas vivre ensemble des individus avec de seuls discours gestionnaires.* » (4<sup>e</sup> §, p. 50).

5<sup>e</sup> §, p. 51. « Nous sommes convaincus qu'il ne peut y avoir d'avenir pour notre pays que dans une Europe forte et consciente de son histoire et de ses responsabilités dans le monde. »

Puis, nous interrogeant, nous, habitants de ce pays : « *Qu'est-ce qui fait qu'une vie mérite d'être donnée aujourd'hui ? Pour quoi suis-je prêt à donner ma vie aujourd'hui ?* » (6<sup>e</sup> §, p. 52). Une telle interpellation prend évidemment un sens, une résonance particulière, pour nous autres chrétiens.

7<sup>e</sup> §, p. 53. « Il faut consentir à inscrire son action dans le temps long. »

## 8. Une crise de la parole

Dans le chapitre 8, intitulé « Une crise de la parole », les évêques abordent la question, toujours difficile, de la recherche des solutions. Ils nous rappellent à ce sujet que : « *Le vrai compromis est plus qu'un entre-deux, simple résultat d'un rapport de force. C'est, à partir de positions différentes, entrer dans un vrai dialogue où on ne cherche pas à prendre le dessus mais à construire ensemble quelque chose d'autre, où personne ne se renie, mais qui conduit forcément à quelque chose de différent des positions de départ.* » (3<sup>e</sup> §, p. 58).

## 9. Pour une juste compréhension de la laïcité

Enfin, dans le chapitre 9, consacré au sujet ô combien délicat de la laïcité, il nous est opportunément rappelé que : « *La laïcité signifie la séparation de l'institution religieuse et de l'institution politique. L'Église ne commande pas à l'État, l'État ne commande pas à l'Église.* » (2<sup>e</sup> §, p. 62).

En conséquence : « *La laïcité de l'État est un cadre juridique qui doit permettre à tous, croyants de toutes religions et non-croyants, de vivre ensemble.* » (3<sup>e</sup> §, p. 63).

Le document se termine par une note résolument tournée vers l'avenir, et non teintée d'un optimisme plein de foi en l'homme : « Un pays en attente ».

## 10. Un pays en attente

3<sup>e</sup> §, p. 67. « Les enjeux écologiques et environnementaux sont en train de transformer en profondeur nos conceptions de la vie en société et nous tournent vers des attitudes de simplicité, de sobriété, de partage. » *Ce texte fait écho à l'encyclique du pape François : Laudato Si'.*

### **Conclusion**

Et, pour conclure, les évêques nous rappellent que « *Chacun, à son niveau, est responsable de la vie et de l'avenir de notre société. Cela demandera toujours courage et audace.* » (2<sup>e</sup> §, p. 70).

Je m'arrête là. Nous allons maintenant aborder la seconde partie de la soirée qui va consister en un échange entre nous sur quatre des thèmes abordés dans les documents du Conseil permanent de la Conférence des évêques, et que je vais vous introduire en quelques mots, successivement : le projet de société ; la démocratie ; la violence ; et la solidarité.

*Pour amorcer les échanges*

### **1. Le projet de société**

Les évêques nous ont rappelé le « *besoin d'une charpente pour vivre dans le monde d'aujourd'hui* ». Cette charpente, elle a besoin d'un projet de société pour s'organiser, c'est-à-dire non seulement de valeurs partagées (nos *Liberté, égalité, fraternité* de la devise républicaine), mais aussi d'une vision partagée de l'avenir.

Vers où voulons-nous aller ?

Comment et par quelles étapes allons-nous y aller ?

Normalement on peut espérer que tout candidat sérieux se présentant devant le peuple pour devenir un de ses représentants (un député) ou son président, doit avoir développé sa vision, et est en mesure d'exposer son projet de société, duquel découlent naturellement les mesures prioritaires qui constituent son programme électoral.

Ce que nous vous proposons ici, c'est non pas d'élaborer un programme concret, mais bien de discuter entre nous, et si possible de proposer, un projet de société.

- Vers où voulons-nous tendre ?
- En s'appuyant sur quelles valeurs, sur quels principes de base ? (*En récusant au besoin d'autres valeurs qui nuiraient selon vous à un tel projet*).
- Et quelles sont les étapes, les obstacles à franchir pour y parvenir ?

*Il s'agit d'être ambitieux, tout en gardant une approche réaliste.*

## 2. La démocratie

La démocratie, c'est le pouvoir aux mains de l'ensemble de la nation, qui choisit librement ceux et celles qu'elle estime le plus à même de l'exercer dignement, avec efficacité, ce qui permettra de faire avancer le projet de société.

Ce mode de gouvernement, auquel notre pays est aujourd'hui farouchement attaché, est mis à mal de toute part. En interne, et à l'extérieur. En particulier outre les pays officiellement non démocratiques, il a beaucoup de pays prétendument démocratiques gouvernés de fait par des dictateurs, des présidents réélus à vie, où toute opposition est muselée, réprimée. Il n'est alors qu'un concept creux, un habillage.

Et de fait, même en Europe, on s'aperçoit que la démocratie est souvent mise à mal. Elle est aujourd'hui fragilisée à la fois par l'influence disproportionnée exercée de fait par certains mouvements de pression auxquels les gouvernements cèdent parfois un peu vite et par la réactivité quasi épidermique aux mouvements d'opinion et à la pression des médias. Or la démocratie repose sur un équilibre de forces qui nécessite non pas de surfer sur la vague, mais de garder le cap, et sur une volonté partagée.

Si donc nous considérons la démocratie comme devant être notre modèle de gouvernement, alors nous devons nous poser la question :

- Qu'est-ce qui fragilise aujourd'hui la démocratie dans notre pays ?
- Que pouvons-nous faire pour équilibrer les rapports de force entre le vote des citoyens et les groupes de pression et permettre à ce que les décisions du peuple soient réellement prises en compte par ceux qui nous gouvernent ?
- Et comment faire pour prendre en compte les revendications, quelquefois parfaitement légitimes, de certaines minorités que le système du vote à la majorité absolue condamne au silence ou à la révolte ?

## 3. La violence

La violence a toujours été le cancer des sociétés ; qu'elle vienne de l'extérieur (on pense à tous ces pays en guerre, hier et aujourd'hui) ou qu'elle émane de l'intérieur, mettant à mal le contrat social et alimentant un sentiment d'insécurité.

Je vous propose qu'on échange sur :

1. Le sentiment d'insécurité.
  - Qu'est-ce qui fait qu'on ait atteint le niveau actuel ?
  - Repose-t-il sur des faits ou bien est-ce avant tout un sentiment ?
  - Est-ce que les médias jouent un rôle dans le développement du sentiment de violence ? Et si oui, lequel ?
  - Y a-t-il d'autres facteurs qui l'alimentent ? Lesquels ?
2. Comment réduire les violences, celles subies et celles que nous contribuons à faire subir aux autres ?
3. La violence peut-elle être légitime ?

#### 4. La solidarité

Notre devise républicaine place la fraternité au même niveau que la liberté et l'égalité.

*La solidarité*, terme aujourd'hui plus souvent préféré par le discours politique et les médias, est une des expressions, une des composantes de la fraternité.

Dans une société idéale – qui n'existe pas et n'existera peut-être jamais -, la solidarité devrait être une valeur partagée, un mouvement naturel de l'homme vers son prochain, du fort vers le faible, de l'opulent vers le démuné (on ne fait pas référence ici qu'à l'aspect économique, certes important, mais aussi à *toutes* les formes de pauvreté, les intellectuelles comme celles dues à l'isolement, la maladie, le chômage, etc.).

- Quel est le rôle de l'État, des communautés, des associations, et celui des individus dans l'expression concrète de la solidarité ?
- Comment construire une solidarité de proximité ?
- Comment construire une solidarité nationale ?
- Qui est mon prochain ? de qui suis-je le prochain ?

#### Annexes

##### 1. Définition du politique / de la politique, selon le Petit Robert

**Le politique** : ce qui est relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir dans une société organisée.

**La politique** : art et pratique du gouvernement des sociétés humaines.

##### 2. Contenu des deux documents

2017, année électorale. Quelques éléments de réflexion (juin 2016)		Retrouver le sens du politique (octobre 2016)	
			<i>Introduction</i>
1	Démocratie et société de violence	1	Retrouver le politique
2	Pour un projet de société	2	Une société en tension
3	Vers un pacte éducatif	3	Ambivalences et paradoxes
4	Solidarité	4	Un contrat social à repenser
5	Migrants	5	Différence culturelle et intégration
6	Europe	6	L'éducation face à des identités fragiles et revendiquée
7	Écologie	7	La question du sens
		8	Une crise de parole
		9	Pour une juste compréhension de la laïcité
		10	Un pays en attente, riche de tant de possibles
			<i>Conclusion</i>



### 3. Les références à l'islam ou au monde arabo-musulman

P. 33-34. « L'horizon est plein d'incertitudes : *les questions que pose l'islam, sa présence dans notre pays*, la crainte du terrorisme, les flux migratoires, etc., mais également mes interrogations radicales dues aux transformations climatiques et écologiques, contribuent à déstabiliser et inquiéter beaucoup. »

P. 39. « *Le monde arabo-musulman est devenu de plus en plus une source de dangers pour beaucoup de nos concitoyens* : terrorisme, prosélytisme, tensions internationales, mais aussi statut des femmes, situation des chrétiens d'Orient, etc. » - j'aurais préféré le terme « perçu » à « devenu ».

P. 42. « À cet égard, le parcours de ces jeunes de nationalité française, *le plus souvent d'origine arabe mais pas tous*, qui sont partis combattre en Syrie ou en Irak pour Daech ne peut que nous interpellier. » (assertion fautive, contredite par les statistiques émises par le Ministère de l'Intérieur).

P. 62. « Ce sujet [La laïcité] est devenu un lieu de tension indéniable qui tient beaucoup au mouvement de l'affirmation des religions, *particulièrement de l'islam*, dans notre société. »

Emmanuel Garland, 23 mars 2017